

ISRAËL ET TERRITOIRES OCCUPÉS

**Amnesty International se déclare
vivement préoccupée par la sécurité
des civils**

Index AI : MDE 15/036/00

Amnesty International s'est déclarée vivement préoccupée par la sécurité des civils, après que des hélicoptères de l'armée israélienne eurent mené des raids à Gaza et à Ramallah qui ont apparemment fait des blessés parmi la population civile palestinienne.

À la suite de ces attaques, l'organisation a appelé au respect des droits humains et à la protection de la vie des civils.

« Les événements des deux dernières semaines, qui ont fait une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés, ont créé un climat dans lequel les atteintes aux droits humains ne peuvent que se multiplier, à moins que les règles de droit ne soient respectées de manière inconditionnelle, en particulier les principes fondamentaux du droit international humanitaire et relatif aux droits humains », a affirmé Amnesty International.

Des hélicoptères de combat israéliens ont ouvert le feu sur des

objectifs situés à Ramallah-El Bireh et dans la ville de Gaza aujourd'hui, non loin des bureaux de l'Autorité palestinienne dans ces deux agglomérations. Selon certaines sources, des civils ont été blessés à Ramallah-El Bireh.

D'après des informations diffusées par les médias, les Forces de défense d'Israël (FDI) ou Tsahal ont déclaré : « Aujourd'hui, des hélicoptères de l'armée ont attaqué des bâtiments de la police palestinienne où deux réservistes ont été lynchés, ainsi que d'autres objectifs [...] Cette opération constituait un avertissement symbolique à la direction palestinienne, destiné à lui faire savoir que nous ne resterons pas les bras croisés face à la violence. »

Apparemment, ces attaques ont été lancées en représailles à la mort d'au moins deux soldats israéliens, qui auraient été tués précédemment dans la journée à Ramallah-El Bireh. Les circonstances exactes de leur mort

demeurent obscures. Un groupe de soldats était aux mains de l'Autorité palestinienne, au siège de la police de Ramallah-El Bireh. D'après les informations recueillies, de nombreux civils sont entrés dans le commissariat et ont attaqué ces militaires. L'Autorité palestinienne a affirmé avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour protéger ces hommes, mais en vain. Selon les médias, le gouvernement israélien tient l'Autorité palestinienne pour responsable de ces agressions.

« Les événements survenus ce
Depuis le 4 octobre, une délégation d'Amnesty International observe la situation sur le terrain en Israël et dans les Territoires occupés, y compris dans les zones relevant de l'Autorité palestinienne. Cette délégation se compose de Stephen Males, ancien haut gradé de la police du Royaume-Uni spécialiste du maintien de l'ordre en situation critique, et d'Elizabeth Hodgkin, chercheuse au Secrétariat international de l'organisation de défense des droits humains.

Vous pouvez joindre la délégation d'Amnesty International en Israël au numéro suivant : +972 50 576 032.

jour confirment qu'il est nécessaire que les Nations unies mettent en place de toute urgence un mécanisme d'enquête international indépendant, chargé de mener des investigations sur toutes les allégations faisant état de graves atteintes aux droits humains commises depuis le 29 septembre en Israël, dans les Territoires occupés et dans le sud du Liban », a conclu Amnesty International.

Complément d'information

Vous pouvez également consulter les documents suivants :

- Israël et Territoires occupés / Liban. Amnesty International demande que les Nations unies mènent une enquête (index AI : MDE 15/035/00, 9 octobre 2000, Bulletin d'information 193/00) ;

- Israel/Occupied Territories: Amnesty International sends delegates to Israel [Israël et Territoires occupés. Amnesty International envoie des délégués en Israël] (index AI : MDE 15/034/00, 4 octobre 2000, Bulletin

d'information 189/00) ;

- Israël et Territoires occupés.

La vie des civils doit être préservée

(index AI : MDE 15/032/00,

2 octobre 2000, Bulletin

d'information 187/00). ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>